

c) de werken die de naleving beogen van de voorschriften inzake hygiënische ventilatie van bijlage C2 en, indien van toepassing, van bijlage C3 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen, en dit, uiterlijk wanneer de woning of de woning in wording een totaal warmte-isolatie-niveau K van ten hoogste vijfenveertig bereikt;

d) werken ter verbetering van de prestatie van de systemen;

e) werken die gericht zijn op het gebruik van hernieuwbare energieën;

f) de werken betreffende de renovatie die dienen om de andere dan de in de punten 1, onder a), en 2, onder a), bedoelde gebreken te verhelpen wanneer ze niet samen met werken ter verbetering van de energieprestaties zijn uitgevoerd.

Met betrekking tot het eerste lid, 1^o, kan het eerste werkenpakket in voorkomend geval worden aangevuld met werken die voldoen aan de volgorde bedoeld in het eerste lid, 2^o.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, 1^o, a) en onverminderd artikel 2 kunnen de werken die nodig zijn om te voldoen aan de eisen bedoeld in artikel 3, § 1, 1^o en 2^o, van het ministerieel besluit van 24 mei 2019 tot uitvoering van het premiebesluit, in een later pakket worden opgenomen, wanneer de woning niet bewoond is op de dag van de registratie van het controleverslag door de auditeur.

In afwijking van paragraaf 1, 2^o, d), kunnen de werken bedoeld in 13^o en 14^o van de bijlage bij het premiebesluit in een vorig pakket worden aanbevolen.

In afwijking van artikel 2, 3^o, en met uitzondering van de werken voorgeschreven in het eerste pakket bedoeld in paragraaf 1, 1^o, kan een deel van de werken met betrekking tot hetzelfde doel om behoorlijk gemotiveerde technische redenen worden uitgesteld tot het direct daaropvolgende pakket, overeenkomstig artikel 2, 2^o.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2019.

Namen, 27 mei 2019.

J.-L. CRUCKE

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203627]

27 MAI 2019. — Arrêté ministériel définissant les différentes catégories d'audit visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement

Les Ministres de l'Energie et du Logement,

Vu le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de Fonction publique, l'article 36bis;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement, les articles 4 et 15, § 5;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 avril 2019;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 24 mai 2019;

Vu le rapport du 17 mai 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'Etat le 25 avril 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par « arrêté », l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement.

Art. 2. § 1^{er}. L'audit d'un logement ou d'un logement en devenir dont chacune des installations principales de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire est individuelle, au plus tard à l'issue des travaux, est dénommé « audit de type 1 ».

§ 2. Les améliorations visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, de l'arrêté sont basées sur la situation du logement visée à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté et portent sur les éléments suivants :

1^o les éléments composant le volume protégé, le cas échéant, en tenant compte des projets de modifications du volume protégé envisagés par le demandeur;

2^o les éléments hors du volume protégé pouvant avoir un impact sur le volume protégé, le cas échéant, en tenant compte des projets de modifications du volume protégé envisagés par le demandeur.

§ 3. L'auditeur importe, pour réaliser l'évaluation de la situation existante visée à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté, les données d'un certificat établi au préalable, lorsqu'il dispose d'une copie du certificat ou de ses références.

Lorsque le logement est une maison unifamiliale ou un appartement et lorsque les éventuelles installations photovoltaïques et de ventilation hygiénique sont individuelles, l'auditeur établit le certificat du logement puis utilise ce certificat pour réaliser l'évaluation visée à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté.

Le rapport d'audit de type 1 contient, le cas échéant, la référence du certificat visé à l'alinéa 1^{er}.

Lorsqu'il s'agit d'un logement en devenir, l'auditeur réalise directement l'évaluation visée à l'article 5, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté.

Art. 3. § 1^{er}. L'audit d'un logement ou d'un logement en devenir dont les installations principales de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire sont collectives, au plus tard à l'issue des travaux, est dénommé « audit de type 2 ».

§ 2. Les améliorations visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, de l'arrêté sont basées sur la situation du logement visée à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté et portent sur les éléments suivants :

1^o les éléments composant le volume protégé, le cas échéant, en tenant compte des projets de modifications du volume protégé envisagés par le demandeur, hors systèmes de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire et de ventilation hygiénique et systèmes faisant appel à des sources d'énergie renouvelable ;

2^o les éléments hors du volume protégé pouvant avoir un impact sur le volume protégé, le cas échéant, en tenant compte des projets de modifications du volume protégé envisagés par le demandeur.

§ 3. L'auditeur importe, pour réaliser l'évaluation de la situation existante visée à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté, les données d'un certificat établi au préalable, lorsqu'il dispose d'une copie du certificat ou de ses références.

Le rapport d'audit de type 2 contient, le cas échéant, la référence du certificat visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 4. § 1^{er}. L'audit d'un immeuble comprenant plusieurs logements ou logements en devenir, individuels ou collectifs, est dénommé « audit de type 3 » lorsque l'immeuble ne dispose pas d'une installation principale de chauffage collective, au plus tard à l'issue des travaux.

§ 2. Les améliorations visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, de l'arrêté sont basées sur la situation du logement visée à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté et portent sur les éléments suivants :

1^o les éléments composant le volume protégé, le cas échéant, en tenant compte des projets de modifications du volume protégé envisagés par le demandeur, hors systèmes de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire et de ventilation hygiénique et systèmes faisant appel à des sources d'énergie renouvelable;

2^o les éléments hors du volume protégé pouvant avoir un impact sur le volume protégé, le cas échéant, en tenant compte des projets de modifications du volume protégé envisagés par le demandeur.

Art. 5. § 1^{er}. L'audit d'un immeuble comprenant plusieurs logements ou logements en devenir, individuels ou collectifs, est dénommé « audit de type 4 » lorsque l'installation principale de chauffage de l'immeuble est collective, au plus tard à l'issue des travaux.

§ 2. Les améliorations visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, de l'arrêté sont basées sur la situation du logement visée à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté et portent sur les éléments suivants :

1^o les éléments composant le volume protégé, le cas échéant, en tenant compte des projets de modifications du volume protégé envisagés par le demandeur;

2^o les éléments hors du volume protégé pouvant avoir un impact sur le volume protégé, le cas échéant, en tenant compte des projets de modifications du volume protégé envisagés par le demandeur;

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2019.

Namur, le 27 mai 2019.

J.-L. CRUCKE

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203627]

27. MAI 2019 — Ministerieller Erlass zur Bestimmung der verschiedenen in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung genannten Kategorien von Audits

Die Minister für Energie und für Wohnungswesen,

Aufgrund des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionale Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und des öffentlichen Dienstes, Artikel 36bis;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung, Artikel 4 und 15, § 5;

Aufgrund der am 25. April 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 24. Mai 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 17. Mai 2019;

Aufgrund des am 25. April 2019 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In Erwägung, dass dieses Gutachten nicht innerhalb dieser Frist übermittelt worden ist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließen:

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter "Erlass" den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. November 2019 über das Audit einer Wohnung.

Art. 2 - § 1. Das Audit einer Wohnung oder einer zukünftigen Wohnung, in der jede der Hauptheizanlagen und Hauptbrauchwasserbereitungsanlagen spätestens am Ende der Arbeiten eine individuelle Anlage ist, wird "Audit des Typs 1" genannt.

§ 2. Die in Artikel 5 § 1, Absatz 1, Ziffer 2^o und 3^o des Erlasses erwähnten Verbesserungen beruhen auf der Lage der Wohnung nach Artikel 5, § 1, Absatz 1, Ziffer 1^o des Erlasses und betreffen die folgenden Elemente:

1^o die Elemente, die das geschützte Volumen zusammensetzen, ggf. unter Berücksichtigung der Projekte zur Veränderung des geschützten Volumens, die von dem Antragsteller beabsichtigt werden;

2° die Elemente außerhalb des geschützten Volumens, die eine Auswirkung auf das geschützte Volumen haben können, ggf. unter Berücksichtigung der Projekte zur Veränderung des geschützten Volumens, die von dem Antragsteller beabsichtigt werden;

§ 3. Zur Bewertung der bestehenden Lage gemäß Artikel 5, § 1, Absatz 1, Ziffer 1° des Erlasses importiert der Auditor die Daten eines vorher erstellten Ausweises, wenn er über die Kopie des Ausweises oder seine Referenzen verfügt.

Ist die Wohnung ein Einfamilienhaus oder ein Appartement, und sind die eventuellen photovoltaischen Anlagen oder Anlagen zur hygienischen Belüftung individuelle Anlagen, erstellt der Auditor den Ausweis der Wohnung, und benutzt dann diesen Ausweis, um die in Artikel 5, § 1, Absatz 1 Ziffer 1° des Erlasses genannte Bewertung durchzuführen.

Der Bericht eines Audits des Typs 1 umfasst gegebenenfalls die Referenz des in Absatz 1 genannten Ausweises.

Wenn es sich um eine zukünftige Wohnung handelt, erstellt der Auditor unmittelbar die in Artikel 5 § 1, Ziffer 1° des Erlasses genannte Bewertung.

Art. 3 - § 1. Das Audit einer Wohnung oder einer zukünftigen Wohnung, in der die Hauptheizanlagen und Hauptbrauchwasserbereitungsanlagen spätestens am Ende der Arbeiten gemeinschaftliche Anlagen sind, wird "Audit des Typs 2" genannt.

§ 2. Die in Artikel 5 § 1, Absatz 1, Ziffer 2° und 3° des Erlasses erwähnten Verbesserungen beruhen auf der Lage der Wohnung nach Artikel 5, § 1, Absatz 1, Ziffer 1° des Erlasses und betreffen die folgenden Elemente:

1° die Elemente, die das geschützte Volumen zusammensetzen, ggf. unter Berücksichtigung der Projekte zur Veränderung des geschützten Volumens, die von dem Antragsteller beabsichtigt werden, außerhalb der Heiz-, Warmwasserbereitungs- und hygienischen Lüftungsanlagen, die erneuerbare Energiequellen benutzen;

2° die Elemente außerhalb des geschützten Volumens, die eine Auswirkung auf das geschützte Volumen haben können, ggf. unter Berücksichtigung der Projekte zur Veränderung des geschützten Volumens, die von dem Antragsteller beabsichtigt werden;

§ 3. Zur Bewertung der bestehenden Lage gemäß Artikel 5, § 1, Absatz 1, Ziffer 1° des Erlasses importiert der Auditor die Daten eines vorher erstellten Ausweises, wenn er über die Kopie des Ausweises oder seine Referenzen verfügt.

Der Bericht eines Audits des Typs 2 umfasst gegebenenfalls die Referenz des in Absatz 1 genannten Ausweises.

Art. 4 - § 1. Das Audit eines Gebäudes, das mehrere Wohnungen oder zukünftige Wohnungen, ob individuelle oder gemeinschaftliche Wohnungen, umfasst, wird "Audit des Typs 3" genannt, wenn das Gebäude spätestens am Ende der Arbeiten über keine gemeinschaftliche Hauptheizanlage verfügt.

§ 2. Die in Artikel 5 § 1, Absatz 1, Ziffer 2° und 3° des Erlasses erwähnten Verbesserungen beruhen auf der Lage der Wohnung nach Artikel 5, § 1, Absatz 1, Ziffer 1° des Erlasses und betreffen die folgenden Elemente:

1° die Elemente, die das geschützte Volumen zusammensetzen, ggf. unter Berücksichtigung der Projekte zur Veränderung des geschützten Volumens, die von dem Antragsteller beabsichtigt werden, außerhalb der Heiz-, Warmwasserbereitungs- und hygienischen Lüftungsanlagen, die erneuerbare Energiequellen benutzen;

2° die Elemente außerhalb des geschützten Volumens, die eine Auswirkung auf das geschützte Volumen haben können, ggf. unter Berücksichtigung der Projekte zur Veränderung des geschützten Volumens, die von dem Antragsteller beabsichtigt werden;

Art. 5 - § 1. Das Audit eines Gebäudes, das mehrere Wohnungen oder zukünftige Wohnungen, ob individuelle oder gemeinschaftliche Wohnungen, umfasst, wird "Audit des Typs 4" genannt, wenn die Hauptheizanlage des Gebäudes spätestens am Ende der Arbeiten gemeinschaftlich ist.

§ 2. Die in Artikel 5 § 1, Absatz 1, Ziffer 2° und 3° des Erlasses erwähnten Verbesserungen beruhen auf der Lage der Wohnung nach Artikel 5, § 1, Absatz 1, Ziffer 1° des Erlasses und betreffen die folgenden Elemente:

1° die Elemente, die das geschützte Volumen zusammensetzen, ggf. unter Berücksichtigung der Projekte zur Veränderung des geschützten Volumens, die von dem Antragsteller beabsichtigt werden;

2° die Elemente außerhalb des geschützten Volumens, die eine Auswirkung auf das geschützte Volumen haben können, ggf. unter Berücksichtigung der Projekte zur Veränderung des geschützten Volumens, die von dem Antragsteller beabsichtigt werden;

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juni 2019 in Kraft.

Namur, den 27. Mai 2019

J.-L. CRUCKE

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203627]

27 MEI 2019. — Ministerieel besluit tot bepaling van de verschillende categorieën energie-audit bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning

De Minister van Energie en de Minister van Huisvesting,

Gelet op het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken, inzonderheid op artikel 36bis;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning, inzonderheid op de artikelen 4 en 15, § 5;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 april 2019;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 24 mei 2019;

Gelet op het rapport van 17 mei 2019, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 25 april 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluiten :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "besluit", het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning.

Art. 2. § 1. De audit van een woning of een woning in wording waarvan elke van de belangrijkste installaties voor de productie van verwarming en sanitair warm water ten laatste aan het einde van de werken individueel is, wordt een "audit van type 1" genoemd.

§ 2. De in artikel 5, § 1, eerste lid, 2° en 3°, van het besluit bedoelde verbeteringen worden gegrond op de in artikel 5, § 1, 1°, van het besluit bedoelde situatie van de woning en hebben betrekking op de volgende elementen:

1° de bestanddelen van het beschermde volume, rekening houdend, in voorkomend geval, met de door de aanvrager voorgestelde wijzigingen van het beschermde volume die hij overweegt;

2° de elementen buiten het beschermde volume die een impact kunnen hebben op het beschermde volume rekening houdend, in voorkomend geval, met de door de aanvrager voorgestelde wijzigingen van het beschermde volume.

§ 3. Met het oog op de uitvoering van de beoordeling van de bestaande situatie bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 1°, van het besluit, voert de auditeur de gegevens van een vooraf opgesteld certificaat in, wanneer hij beschikt over een kopie van het certificaat of de referenties ervan.

Indien de woning een eengezinswoning of een appartement is en indien de eventuele fotovoltaïsche installaties en installaties voor hygiënische ventilatie individueel zijn, stelt de auditeur het certificaat van de woning op en gebruikt hij dit certificaat om de in artikel 5, § 1, eerste lid, 1°, van het besluit bedoelde beoordeling uit te voeren.

Het rapport van de audit van type 1 omvat, in voorkomend geval, de referentie van het in het eerste lid bedoelde certificaat.

Wanneer het gaat om een woning in wording, gaat de auditeur rechtstreeks tot de in artikel 5, § 1, 1°, van het besluit bedoelde beoordeling over.

Art. 3. § 1. De audit van een woning of een woning in wording waarvan de belangrijkste installaties voor de productie van verwarming en sanitair warm water ten laatste aan het einde van de werken collectief zijn, wordt een "audit van type 2" genoemd.

§ 2. De in artikel 5, § 1, eerste lid, 2° en 3°, van het besluit bedoelde verbeteringen worden gegrond op de in artikel 5, § 1, 1°, van het besluit bedoelde situatie van de woning en hebben betrekking op de volgende elementen:

1° de bestanddelen van het beschermde volume, rekening houdend, in voorkomend geval, met de door de aanvrager voorgestelde wijzigingen van het beschermde volume die hij overweegt, met uitsluiting van de verwarmingssystemen, systemen voor de productie van sanitair warm water en voor hygiënische ventilatie en de systemen die gebruik maken van hernieuwbare energiebronnen;

2° de elementen buiten het beschermde volume die een impact kunnen hebben op het beschermde volume rekening houdend, in voorkomend geval, met de door de aanvrager voorgestelde wijzigingen van het beschermde volume.

§ 3. Met het oog op de uitvoering van de beoordeling van de bestaande situatie bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 1°, van het besluit, voert de auditeur de gegevens van een vooraf opgesteld certificaat in, wanneer hij beschikt over een kopie van het certificaat of de referenties ervan.

Het rapport van de audit van type 2 omvat, in voorkomend geval, de referentie van het in het eerste lid bedoelde certificaat.

Art. 4. § 1. De audit van een gebouw dat uit meerdere individuele of collectieve woningen of woningen in wording bestaat, wordt "audit van type 3" genoemd, wanneer het gebouw ten laatste aan het einde van de werken niet over een collectieve hoofdverwarmingsinstallatie beschikt.

§ 2. De in artikel 5, § 1, eerste lid, 2° en 3°, van het besluit bedoelde verbeteringen worden gegrond op de in artikel 5, § 1, 1°, van het besluit bedoelde situatie van de woning en hebben betrekking op de volgende elementen:

1° de bestanddelen van het beschermde volume, rekening houdend, in voorkomend geval, met de door de aanvrager voorgestelde wijzigingen van het beschermde volume die hij overweegt, met uitsluiting van de verwarmingssystemen, systemen voor de productie van sanitair warm water en voor hygiënische ventilatie en de systemen die gebruik maken van hernieuwbare energiebronnen;

2° de elementen buiten het beschermde volume die een impact kunnen hebben op het beschermde volume rekening houdend, in voorkomend geval, met de door de aanvrager voorgestelde wijzigingen van het beschermde volume.

Art. 5. § 1. De audit van een gebouw dat uit meerdere individuele of collectieve woningen of woningen in wording bestaat, wordt "audit van type 4" genoemd, wanneer de hoofdverwarmingsinstallatie van het gebouw ten laatste aan het einde van de werken collectief is.

§ 2. De in artikel 5, § 1, eerste lid, 2° en 3°, van het besluit bedoelde verbeteringen worden gegrond op de in artikel 5, § 1, 1°, van het besluit bedoelde situatie van de woning en hebben betrekking op de volgende elementen:

1° de bestanddelen van het beschermde volume, rekening houdend, in voorkomend geval, met de door de aanvrager voorgestelde wijzigingen van het beschermde volume die hij overweegt;

2° de elementen buiten het beschermde volume die een impact kunnen hebben op het beschermde volume rekening houdend, in voorkomend geval, met de door de aanvrager voorgestelde wijzigingen van het beschermde volume.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2019.

Namen, 27 mei 2019.

J.-L. CRUCKE

V. DE BUE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2019/13644]

Carrière extérieure. — Mutations

Par arrêté royal du 4 avril 2019, Monsieur Thomas BAEKELANDT est déchargé de ses fonctions d'Ambassadeur de Belgique en Roumanie et dans la République de Moldavie, avec résidence principale à Bucarest, ainsi que de ses fonctions de Consul général de Belgique dans ces Etats. Il est adjoint à l'Administration centrale.

Par arrêté royal du 4 avril 2019, Monsieur Hugues CHANTRY est déchargé de ses fonctions d'Ambassadeur de Belgique en République de Côte d'Ivoire, en République du Ghana, en République du Libéria et en République de Sierra Leone, avec résidence principale à Abidjan, ainsi que de ses fonctions de Consul général dans ces Etats. Il est adjoint à l'Administration centrale.

Par arrêté royal du 4 avril 2019, Madame Michèle DENEFFE est déchargée de ses fonctions de Consul général de Belgique à Hong Kong avec comme circonscription les régions de Hong Kong et Macao dans la République populaire de Chine, avec résidence principale à Hong Kong. Elle est adjointe à l'Administration centrale.

Par arrêté royal du 4 avril 2019, Madame Sophie DE SMEDT est déchargée de ses fonctions de Consul général de Belgique à Istanbul avec une circonscription s'étendant sur les Vilayets d'Istanbul, de Kirklareli, d'Edirne, de Tekirdag, de Kocaeli, de Yalova, de Bursa, de Balikesir et de Canakkale, avec résidence principale à Istanbul. Elle est adjointe à l'Administration centrale.

Par arrêté royal du 4 avril 2019, Monsieur Frank FELIX est déchargé de ses fonctions d'Ambassadeur de Belgique en République d'Angola et dans la République démocratique de Sao Tomé et Principe, avec résidence principale à Luanda, ainsi que de ses fonctions de Consul général dans ces Etats. Il est adjoint à l'Administration centrale.

Par arrêté royal du 4 avril 2019, Monsieur Luc LIEBAUT est déchargé de ses fonctions d'Ambassadeur de Belgique en République Hellénique et dans la République de Chypre, avec résidence principale à Athènes, ainsi que de ses fonctions de Consul général dans ces Etats. Il est adjoint à l'Administration centrale.

Par arrêté royal du 4 avril 2019, Monsieur Bernard QUINTIN est déchargé de ses fonctions d'Ambassadeur de Belgique en République du Burundi, avec résidence principale à Bujumbura, ainsi que de ses fonctions de Consul général dans cet Etat. Il est adjoint à l'Administration centrale.

Par arrêté royal du 4 avril 2019, Monsieur Michel-Etienne TILEMANS est déchargé de ses fonctions d'Ambassadeur de Belgique en République tunisienne, dans l'Etat de Libye, avec résidence principale à Tunis, ainsi que de ses fonctions de Consul général dans ces Etats. Il est adjoint à l'Administration centrale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2019/13644]

Buitenlandse carrière. — Overplaatsingen

Bij koninklijk besluit van 4 april 2019 wordt de heer Thomas BAEKELANDT ontheven uit zijn functie van Ambassadeur van België in Roemenië en in de Republiek Moldavië, met standplaats te Boekarest, alsook uit zijn functie van Consul-Generaal van België in deze Staten. Hij wordt toegevoegd aan het Hoofdbestuur.

Bij koninklijk besluit van 4 april 2019 wordt de heer Hugues CHANTRY ontheven uit zijn functie van Ambassadeur van België in de Republiek Ivoorkust, in de Republiek Ghana, in de Republiek Liberia en in de Republiek Sierra Leone, met standplaats te Abidjan, alsook uit zijn functie van Consul-Generaal van België in deze Staten. Hij wordt toegevoegd aan het Hoofdbestuur.

Bij koninklijk besluit van 4 april 2019 wordt Mevrouw Michèle DENEFFE ontheven uit haar functie van Consul-Generaal van België te Hong Kong met als ressort de regio Hong Kong en Macao in de Volksrepubliek China, met standplaats te Hong Kong. Zij wordt toegevoegd aan het Hoofdbestuur.

Bij koninklijk besluit van 4 april 2019 wordt Mevrouw Sophie DE SMEDT ontheven uit haar functie van Consul-Generaal van België te Istanbul met als ressort de Vilayetten Istanbul, Kirklareli, Edirne, Tekirdag, Kocaeli, Yalova, Bursa, Balikesir en Canakkale, met standplaats te Istanbul. Zij wordt toegevoegd aan het Hoofdbestuur.

Bij koninklijk besluit van 4 april 2019 wordt de heer Frank FELIX ontheven uit zijn functie van Ambassadeur van België in de Republiek Angola en in de Democratische Republiek Sao Tomé en Principe, met standplaats te Luanda, alsook uit zijn functie van Consul-Generaal van België in deze Staten. Hij wordt toegevoegd aan het Hoofdbestuur.

Bij koninklijk besluit van 4 april 2019 wordt de heer Luc LIEBAUT ontheven uit zijn functie van Ambassadeur van België in de Helleense Republiek en in de Republiek Cyprus, met standplaats te Athene, alsook uit zijn functie van Consul-Generaal van België in deze Staten. Hij wordt toegevoegd aan het Hoofdbestuur.

Bij koninklijk besluit van 4 april 2019 wordt de heer Bernard QUINTIN ontheven uit zijn functie van Ambassadeur van België in de Republiek Burundi, met standplaats te Bujumbura, alsook uit zijn functie van Consul-Generaal van België in deze Staat. Hij wordt toegevoegd aan het Hoofdbestuur.

Bij koninklijk besluit van 4 april 2019 wordt de heer Michel-Etienne TILEMANS ontheven uit zijn functie van Ambassadeur van België in de Tunesische Republiek en in de Staat Libië, met standplaats te Tunis, alsook uit zijn functie van Consul-Generaal van België in deze Staten. Hij wordt toegevoegd aan het Hoofdbestuur.